



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté
Prorogeant le délai de mise en service du parc éolien
de Keranna
Société Keranna Energies
sur les communes de Plumieux et Saint-Etienne-du-Gué-de-l'Isle

Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles R.181-48 et R.515-109 ;

Vu le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024 portant délégation de signature à M. David COCHU, Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2021 autorisant la Société Keranna Energies à exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant 5 aérogénérateurs et 1 poste de livraison sur le territoire des communes de Plumieux et Saint-Etienne-du-Gué-de-l'Isle ;

Vu la requête du 20 mai 2021 devant la Cour Administrative d'Appel de Nantes ;

Vu la décision de la Cour Administrative d'Appel de Nantes du 24 mai 2022 ;

Considérant que le Code de l'Environnement prévoit en son article R.181-48-I que l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé soit dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation, soit dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai ;

Considérant que l'article R.181-48-II-1° précise que le délai mentionné au I, est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale ;

Considérant que la décision de la Cour Administrative d'Appel de Nantes du 24 mai 2022 est devenue définitive ;

Considérant que la prorogation accordée au titre de l'article R 181-48 du code de l'environnement emporte celle de la validité de l'enquête publique, en application de l'article R. 515-109-I du même code ;

Considérant que par courrier du 18 septembre 2024, l'exploitant a sollicité une prorogation de 1 an, du délai de mise en service de son installation, soit jusqu'au 24 janvier 2026 au plus tard ;

Considérant les difficultés que rencontre la Société Keranna Energies, liées à la mise à disposition du raccordement qui ne pourra intervenir avant la date du 18 juin 2025 ;

Considérant que selon cet élément, indépendant de la volonté du demandeur, la mise en fonctionnement des installations ne pourra pas intervenir dans le délai imparti par l'article R 181-48 du code de l'environnement ; celui-ci justifie ainsi la demande de

prorogation de l'arrêté du 20 janvier 2021 susvisé, en l'absence de changement substantiel des circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation ;

Considérant l'absence d'observations du demandeur sur le projet d'arrêté porté à sa connaissance le 20 septembre 2024 ;

Considérant que les conditions légales de prorogation de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société dénommée Keranna Energies, siège social situé – 105 rue La fayette – 75010 PARIS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2021 susvisé, à poursuivre l'exploitation de ses installations sur le territoire des communes de Plumieux et Saint-Etienne-du-Gué-de-l'Isle.

Article 2 : Validité de l'autorisation

L'autorisation accordée par l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2021 susvisé cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service au 24 janvier 2026, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Cette prorogation du délai de mise en service du projet emporte celle de la validité de l'enquête publique.

Article 3 : Publicité

Conformément à l'article R 181-44 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté sera adressée aux mairies de Plumieux et Saint-Etienne-du-Gué-de-l'Isle et pourra y être consultée ;

2° Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies de Plumieux et Saint-Etienne-du-Gué-de-l'Isle pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côte d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article R 181-50 du Code de l'Environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit la Cour administrative d'appel de Nantes (2, place de l'Edit de Nantes – BP 18529 – 44185 Nantes Cedex 4) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,

- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où elle a été délivrée prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Nantes peut être saisie d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor- 1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;
- d'un recours hiérarchique adressé M. le Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R181-50 du code de l'environnement.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à M. le Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société Keranna Energies et transmise aux maires de Plumieux et Saint-Etienne-du-Gué-de-l'Isle.

26 SEP. 2024

Saint-Brieuc, le
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,



David COCHU